

# L'USOEB appelle à la grève après une réunion « décevante » avec M. Campinos

L'Union syndicale de l'Office européen des brevets (USOEB) appelle à une grève sur tous les sites de l'OEB à l'occasion de la prochaine session du Conseil d'administration de l'Organisation européenne des brevets.

Cet appel fait suite à une **réunion**, le 16 mai, entre l'USOEB et le Président de l'Office, António Campinos.

C'est le premier appel à une action sous le mandat de M. Campinos, qui est en fonction depuis le premier juillet 2018.

M. Campinos avait initialement organisé cette réunion dans le but de discuter d'un cadre pour un mémorandum d'accord entre l'Office et l'USOEB.

Or, l'USOEB a déclaré que la réunion avait été « décevante » et, en l'absence de progrès dans les discussions, a remis au Président un appel à la grève.

Le syndicat du personnel a délibérément retardé l'annonce publique de l'appel à la grève afin de donner à M. Campinos le temps de réexaminer sa position.

L'USOEB a indiqué être prête à retirer son appel à la grève dès lors que des résultats tangibles seraient enregistrés dans les délais imposés par « les règles (illégales) en matière de grève ».

Dans son appel à la grève, l'USOEB déclare qu'aucune des causes premières des nombreux problèmes qui perturbent le fonctionnement l'OEB n'a été traitée.

Le syndicat du personnel se plaint que l'administration précédente, qui a été constituée sous l'ancien Président Benoît Battistelli, et ses « règles contre le personnel » sont toujours en place.

« La situation au sein de l'Office est plus irrespirable que jamais, comme en témoignent notamment les résultats désastreux de la dernière enquête auprès du personnel et la détérioration de l'état de santé du personnel. Il y a de nombreuses raisons de mécontentement », écrit l'USOEB.

L'enquête auprès du personnel a révélé que 27 pour cent seulement du personnel de l'OEB ose s'exprimer, alors que la norme européenne est de 56 pour cent.

Selon l'enquête, 16 pour cent seulement du personnel a confiance dans les décisions prises par la haute direction de l'OEB, alors que la norme européenne est de 66 pour cent.

Dans le cadre de la grève, l'USOEB réclame un règlement équitable pour « tous les dirigeants de l'USOEB et représentants du personnel sanctionnés abusivement par l'administration Battistelli ».

Elle réclame aussi que l'Office procède à des évaluations équitables, au lieu de « sous-évaluer artificiellement des centaines de collègues », qu'il respecte le personnel, au lieu de lancer des menaces de procédures pour insuffisance professionnelle, qu'il mette en place une gestion orientée vers les personnes, au lieu d'une « gestion par la peur », qu'il procède à une évaluation loyale de la situation financière de l'OEB et ne conduise pas une réforme des retraites basée sur ce que l'USOEB qualifie d'« étude gravement biaisée ».

Enfin, l'USOEB demande à l'Office de garantir des procédures équitables d'ajustement des salaires et des pensions pour les années à venir, sans érosion du pouvoir d'achat.

« Ces problèmes doivent être résolus pour éviter un préjudice irréparable à notre organisation et à son personnel et pour restaurer le respect et la confiance. Cela ne nécessite pas seulement un changement de certaines règles, mais aussi un changement d'attitude de l'administration à l'égard du personnel », conclut l'USOEB.